

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 20/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Siège : SARIA**

24 rue Martre  
92586 Clichy

Code AIOT : 0006506445

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement SARVAL EST implanté 77 rue Charles Michels 93200 Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques. Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau. Le site se trouve au plus proche à 130 m de la Seine mais l'activité de transfert se trouve à plus de 400 mètres, par ailleurs les activités de transfert de produits sont à plus de 20 mètres au-dessus du niveau de la Seine

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARVAL EST
- 77 rue Charles Michels 93200 Saint-Denis
- Code AIOT : 0006506445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette entreprise a déclaré la cessation partielle de ses activités en avril et juillet 2002 pour les activités de dégraissage d'os et fonte de graisses. Par la suite, dans le cadre de la réorganisation complète du site, elle a déposé un dossier de demande d'autorisation concernant un nouveau centre de transfert de sous-produits d'origine animale (rubrique 2731 [A]). Cette installation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 30/01/2006 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2008 du fait des évolutions du projet. En 2011, la société étend ses activités de transit à deux autres catégories de résidus : les huiles alimentaires usagées et les matières organiques en provenance de déchets de restauration et grande/moyenne surface.

Les activités se déroulent dans un bâtiment fermé dont l'air est traité.

Le classement des installations a été actualisé par arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2011.

Ainsi, la société est autorisée à exercer les activités suivantes :

- rubrique 2731- 2 [A] : dépôt ou transit de sous-produits animaux (qui ne sont pas dans des conteneurs étanches et couverts, avec manipulation des sous-produits animaux) en quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 500 kg ;
- rubrique 2716 [D] : installation de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes en quantité supérieure à 100 m<sup>3</sup> mais inférieure à 1 000 m<sup>3</sup> ;
- rubrique 2795-2 [D] : installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m<sup>3</sup> par jour.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale Inondation
- Lutte contre la pollution des cours d'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	quantité de produits	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 5-2-3	/	Sans objet
2	étanchéité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 6-1-1	/	Sans objet
3	étanchéité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 6-2-2	/	Sans objet
4	cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 8-9-5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quelques produits dangereux que possède l'exploitant sont à l'abri des intempéries et disposent de rétentions. Le bâtiment de transfert est relativement éloigné de la Seine, à plus de 400 mètres, et se situe à 27 mètres au-dessus du niveau de la Seine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : quantité de produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 5-2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité de produits
<b>Prescription contrôlée :</b> La présence dans les locaux des produits présentant un caractère inflammable, explosif, toxique, corrosif ou polluant est limitée aux quantités strictement nécessaires
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de quantités limitées de ces produits (produits de nettoyage des locaux (8 bidons 10 litres), huiles moteur et lave-glace (3 fûts de 150 litres) pour les camions, sachant que l'entretien des camions de collecte ne se fait pas sur site mais à Taverny dans le Val d'Oise. Ces produits sont sur rétention dans un conteneur fermé d'environ 30 m3 lui-même sur rétention et au point le plus haut du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 6-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de stockage, chargement et déchargement de déchets possèdent des sols étanches, résistants au passage des véhicules et sont aménagés de façon à ce que les eaux de lavage, jus et toutes eaux résiduaires soient collectées et traitées avant rejet aux réseaux publics.
<b>Constats :</b> Les opérations réalisées se déroulent dans un bâtiment fermé sur tous les côtés et les portes sont fermées pendant les opérations de transfert. Les sols sont bétonnés et conçus pour récupérer les jus et eaux de lavage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 6-2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les containers, bennes, etc. des véhicules de collecte et de transport des déchets sont étanches et fermés pendant le transport. Ils sont équipés de manière à prévenir la dégradation des déchets et la dispersion d'odeurs.
<b>Constats :</b> Lors de leur arrivée et de leur départ les camions et les conteneurs sont bien fermés. Aucune odeur n'a été perçue à l'extérieur du site lors de la visite alors qu'un camion était en train de déverser ses déchets dans les trémies vers une semi-remorque au niveau inférieur. A l'intérieur l'odeur de déchets alimentaires était légère. Il existe un traitement des odeurs sur charbon actif. Aucune plainte odeur n'a été portée à la connaissance de l'Inspection. Le site est dans une zone d'activité et de quelques bureaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 4 :** cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 8-9-5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cuvettes de rétention
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Tout récipient (cuve, bidon,fût...) pouvant contenir des liquides dangereux ou susceptibles d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel doit être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à
--

la plus grande des deux valeurs suivantes:100 o/o de la capacité du plus grand récipient.
---

-50% De la capacité globale des récipients associés.
--

Les cuvettes de rétention seront correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin,des écoulements et eaux pluviales de façon à ce que le volume disponible à tout moment respecte les principes rappelés
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Ces produits sont sur rétention dans un conteneur fermé d'environ 25 m3 lui-même sur rétention et situé au point le plus haut du site.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---